



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

**TELEDECLAREZ
AVANT LE
31 MARS**

RAPPEL

L'article L.213-11 du Code de l'Environnement exige que la déclaration parvienne à l'agence de l'eau Seine-Normandie **le 31 mars au plus tard**. Tout retard ou absence de déclaration entraîne des pénalités conformément au Code Général des Impôts.

Les volumes et montants à reporter sur la déclaration annuelle sont ceux issus des :

- ✓ facturations principales et complémentaires
- ✓ factures annexes (branchements municipaux, office HLM, gros consommateurs...)
- ✓ factures isolées (clôtures de comptes, modification)

Notice pour l'établissement de la déclaration annuelle Pollution et Collecte domestiques de l'agence de l'eau



Facturation de l'année N (au cours de l'année N et portant sur l'année N, quelle que soit la période consommation)

Référence de l'agence	Nom de la Commune	Redevance pour Pollution de l'Eau (Article L213.10.3 du code de l'environnement)			Redevance pour Modernisation de Collecte (Article L213.10.6 du code de l'environnement)		
		Volume m³ soumis à redevance en N (1) ②	Taux €/m³ appliqué en N (2) ②	Montant facturé en N	Volume m³ soumis à redevance en N (1) ②	Taux €/m³ appliqué en N (2) ②	Montant facturé en N
Montant total facturé au cours de l'année				00,00			

Volume facturé (avec prise en compte des annulations, réémissions et remises faites sur l'année N)

Montant facturé (avec prise en compte des annulations, réémissions et remises faites sur l'année N)

Montant Facturé = Volume facturé multiplié par le taux = (1) X (2)

Cette colonne pré-remplie non modifiable correspond au taux notifié par l'agence pour chaque commune.

Factures initiales Le taux de redevance à appliquer est **celui en vigueur à la date de facturation, et ce, quelle que soit la période de consommation**.

Exemple : facturation faite en janvier N+1 pour les consommations du 2nd semestre N : le taux à appliquer est celui de l'année N+1.

Réalisés en année N : ne saisir que les encaissements et opérations qui ont eu lieu entre 01/01 et le 31/12 de l'année N, au titre des différentes années de facturation. Ces montants doivent être répartis sur chacune des lignes d'année de facturation.

Année de facturation	Redevance pour pollution de l'eau			Redevance pour modernisation des réseaux		
	Montant des factures rectificatives relatives aux corrections d'assiette :	Montant irrécouvrable	Montant encaissé (à reverser à l'agence) (5)	Montant des factures rectificatives relatives aux corrections d'assiette :	Montant irrécouvrable	Montant encaissé (à reverser à l'agence) (5)
	Annulations / réémissions / Remises (3) ②	Admissions en non valeur (4)	?	Annulations / réémissions / Remises (3) ②	Admissions en non valeur (4)	?
N-2						
N-1						
N						

Les montants doivent être précédés du signe :
✓ "-" pour une réduction/annulation
✓ "+" pour des compléments.

Factures rectificatives

Le taux à appliquer est celui qui avait été appliqué lors de la facture initiale. Les taux à appliquer sont disponibles sur www.eau-seine-normandie.fr

Indiquer ici :
- les montants ayant fait l'objet, au cours de l'année N, d'une **admission en non valeur** décidée par délibération du conseil municipal (compte 6541).
- les **créances éteintes** (compte 6542) enregistrées en année N.

Ne pas indiquer de signe " - " devant ces montants.

Extraction de l'état Hélios « suivi des encaissements LEMA » à **demande à votre Trésorerie** :
✓ **code EA3** : redevance pollution domestique
✓ **code EA4** : redevance modernisation des réseaux de collecte
Ces montants ne doivent pas prendre en compte les montants irrécouvrables (colonne 4), qui par définition n'ont jamais été encaissés. Ce sont des montants H.T.

Suivi des sommes restant dues

Année de facturation	Redevance pour pollution de l'eau				Redevance pour modernisation des réseaux			
	Montant total facturé (6) ②	Montant encaissé déclaré avant la présente déclaration (7)	Reste à encaisser avant la présente déclaration (8)	Reste à encaisser après la présente déclaration (8)+(3)-(4)-(5) sauf pour N : (6)-(4)-(5)	Montant total facturé (6) ②	Montant encaissé déclaré avant la présente déclaration (7)	Reste à encaisser avant la présente déclaration (8)	Reste à encaisser après la présente déclaration (8)+(3)-(4)-(5) sauf pour N : (6)-(4)-(5)
N-2								
N-1								
N								

✓ Pour chaque année antérieure à l'année N :
Montant total facturé (colonne 6 de la déclaration de l'année N) = montant total facturé selon la déclaration de l'année N-1 pour l'année considérée (colonne 6 de cette déclaration) + somme des factures rectificatives indiquées dans la déclaration de l'année N pour l'année considérée (colonne 3 de cette déclaration).

✓ Pour l'année N :
Montant total facturé (colonne 6 de la déclaration de l'année N) = montant facturé au cours de l'année N (somme des volumes x taux).

① Informations générales ② Données techniques ③ Observations ④ Pièces jointes ⑤ Validation

Observations

Vous pouvez signaler toute information utile dans cette rubrique (4000 caractères max autorisés).

Quitter

Sauvegarder

Passer

<https://teleservices.lesagencesdeleau.fr/>

✓ Si vous souhaitez effectuer des commentaires concernant le tableau « Suivi des sommes restant dues », merci de les indiquer dans l'onglet « **Observations** ».

✓ TELE-DECLARATION VALIDÉE UNIQUEMENT SI APPUI SUR « **VALIDER** » dans l'onglet « Validation » (cf. Copie d'écran à droite). **Après validation, aucun changement ne pourra être effectué.** Si toutefois une modification devait être nécessaire, contactez votre gestionnaire agence de l'eau.

✓ **Action à engager sans attendre** : Contacter votre Trésorerie pour obtenir le suivi des encaissements LEMA (Etat Hélios) pour les communes gérées.

Formulaire pollution et collecte domestique

VALIDÉ EN LIGNE

① Informations générales ② Données techniques ③ Observations ④ Pièces jointes ⑤ Validation

Récapitulatif avant signature

Pour finaliser votre télédéclaration, veuillez cliquer sur le bouton "valider"

Avant cela, il vous est recommandé de vérifier les données saisies,

- soit en accédant aux différentes étapes de la télédéclaration au travers des différents onglets,
- soit en consultant le format imprimable de votre télédéclaration en cliquant sur le bouton ci-dessous. Ce document contiendra toutes les données saisies au cours de la télédéclaration, hormis le contenu des pièces jointes.

Votre déclaration remplie au format PDF

Si vous souhaitez effectuer des corrections, veuillez afficher l'écran de saisie correspondant accessible par les onglets ci-dessus.

Si toutes les données sont correctes, veuillez poursuivre votre télédéclaration en cliquant sur le bouton "Valider".

Quitter

Valider

Notice pour l'établissement de la déclaration annuelle de l'agence de l'eau

En fonction de l'activité de l'abonné, la réglementation (circulaire du 15/02/2008) prévoit des exonérations ou des plafonnements résumés dans les tableaux suivants :

EXONERATIONS
Catégories exonérées
Abreuvoirs
Arrosages jardins (sous réserve d'un branchement spécifique)
Branchements prés
Irrigation
Bornes fontaines
Fontaines publiques
Branchements pour travaux de voirie
Lavoirs publics
Bouches d'arrosage espaces verts
Cimetières
Bornes et poteaux incendies
Bouches de lavage de rues, chasse d'égout, eau de lavage de postes de relèvement ou de refoulement, eau de lavage des installations et équipements d'épuration
Chantiers de BTP (hors locaux administratifs)
Fourniture d'eau à d'autres services publics de distribution d'eau
Fabrication de neige artificielle
Établissements industriels directement redevables à l'agence (liste fournie par l'agence avant le 31 octobre de chaque année au service responsable de la distribution)

Cf. Liste des industriels directement facturés par l'agence (disponible sur le site www.eau-seine-normandie.fr).

Catégorie redevable sur les seules consommations domestiques
Elevages - sous réserve d'un comptage, le volume des bâtiments d'élevage est déduit du volume consommé.

PLAFONNEMENTS		
Catégories plafonnées	Catégories non plafonnées	
<p>Les consommations de ces établissements sont plafonnées à hauteur des 6 000 premiers m³ facturés chaque année.</p> <p>A noter que ce plafonnement s’applique uniquement pour la redevance pollution domestique.</p> <p>La redevance modernisation des réseaux de collecte s’applique sur la totalité des m³ facturés annuellement.</p>	<p>Pour les catégories non plafonnées, le volume facturé correspond au volume consommé réel. La redevance modernisation des réseaux de collecte s’applique sur la totalité des m³ facturés annuellement.</p>	
<p>Industries agroalimentaires (usines) dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">. vinifications, élevages des vins, distillations, conditionnements. brasseries et conditionnements. fabrication de jus de fruit, de boissons gazeuses, d’eaux minérales, conditionnements. sucreries. conserveries. choucrouteries, fabrications de levure. abattoirs, préparations et conditionnements de viandes. préparations et conditionnements de légumes. préparations et conditionnements de poissons. condiments, chocolateries et confiseries de gros. minoteries, fabrications de pâtes alimentaires. raffinages de café – laiteries, fromageries <p>Industries extractives (sites)</p> <p>Industries manufacturières (usines)</p> <p>Industries de la pâte à papier, des papiers et des cartons</p> <p>Piscicultures</p> <p>Raffinages, industries nucléaires</p> <p>Usines chimiques, métallurgiques, sidérurgiques</p> <p>Usines de production d’énergie, de construction mécanique</p> <p>Traitement de surface, gravure</p> <p>Verreries, cimenteries</p> <p>Fabrication de matériaux de construction</p> <p>Scieries, menuiseries industrielles et traitements du bois</p> <p>Industries du caoutchouc</p> <p>Fabrication de fibres synthétiques</p> <p>Industries des corps gras et des détergents, fabrication de produits d’hygiène et de soins du corps</p> <p>Industries de la laine (lavage, dégraissage,), des tissus (filature, bonneterie, rouissage, création de vêtements ...)</p> <p>Industries des peaux (tanneries, mégisseries)</p> <p>Fabrication de chaussures</p> <p>Blanchisseries, teintureries et apprêts</p> <p>Activités de défense et d’armement (hors casernes)</p> <p>Activités de laboratoire de recherche</p> <p>Commerces de gros (stockage et plateforme), centres de logistique</p> <p>Activités de transport (réparation, nettoyage de véhicules et de matériel ferroviaire), y compris centres de tris postaux</p> <p>Cliniques vétérinaires et chenils</p> <p>Collecte et traitement des déchets</p> <p>Constructions – BTP, marbreries et centrales à béton (sites et usines)</p> <p>Garages, réparations automobiles</p> <p>Cliniques, hôpitaux généraux de médecine ou de chirurgie</p> <p>Usines de potabilisation de l’eau</p>	<p>Clients particuliers</p> <p>Immeubles d’habitation – HLM</p> <p>Commerces de détails</p> <p>Laveries libre service, dégraissage de vêtements</p> <p>Salons de coiffure, instituts de beauté, bains douches</p> <p>Restaurants, selfs services et ventes de plats à emporter</p> <p>Hôtels et hébergements divers (résidences étudiantes, résidences de tourisme...)</p> <p>Sanitaires publics</p> <p>Campings, caravanages, parcs résidentiels</p> <p>Casernes, gendarmeries</p> <p>Établissements pénitenciers</p> <p>Établissements de santé (hors hôpitaux) et maisons de retraite</p> <p>Communautés religieuses</p> <p>Établissements et hébergements sociaux</p> <p>Activités d’édition et de production audio et vidéo (hors fabrication des supports)</p> <p>Locaux d’activités administratives (y compris postes, commerces de gros...)</p> <p>Activités informatiques</p> <p>Sièges sociaux</p> <p>Activités de services aux particuliers ou aux industries</p> <p>Activités financières et d’assurances</p> <p>Établissements d’enseignement et d’éducation</p> <p>Administrations publiques</p> <p>Activités récréatives, culturelles (bibliothèques, musées, théâtres) et sportives (stades, piscines)</p> <p>Casinos</p> <p>Locaux destinés à l’accueil du public, dont locaux d’exposition vente, locaux d’aéroport, de gare...destinés à l’accueil de voyageurs</p>	
	L ÉGÈNDE	

LÉGENDE

- Locaux d'habitation et d'hébergement
- Agriculture et élevage
- Industries de transformation
- Activités tertiaires (commerces, administrations, services et activités de loisirs)
- Collectivités locales et services publics de l'eau, de l'assainissement et des déchets